

Boko Haram

Publié par Charles Millon · 19 janvier 2015, 12:14

Aboubakar Shekau, le chef de Boko Haram, déclarait le 24 août dernier, après la prise de la ville de Gwoza, où vivent 200 000 habitants : « Nous sommes dans le califat islamique. Nous n'avons rien à faire avec le Nigeria. »

Le 13 juillet, il avait déjà apporté son soutien à El-Baghdadi, le calife autoproclamé de l'État islamique.

Daech semble faire des émules africains, chez Al Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) comme chez Boko Haram, notamment dans l'utilisation des moyens de médiatisation.

Cependant, ces groupes terroristes, et particulièrement Boko Haram, ont-ils les moyens financiers et l'emprise territoriale suffisants pour atteindre à la dangerosité de leur modèle qui sévit à la frontière de l'Irak et de la Syrie ?

Fondée en 2002 dans le nord du Nigeria musulman par Mohamed Yusuf - qui a été éliminée en 2009 par la police - la secte Boko Haram s'est taillé depuis un fief dans l'État de Borno, grand comme la Suisse, à l'extrémité septentrionale du pays.

Il y contrôlerait actuellement 20 000 km².

Ce qui s'y passe reste mystérieux : on évoque des fuites de la population dans la brousse, des tueries, des pillages et de recrutements forcés de garçons pour faire la guerre et de filles pour les marier.

Les femmes et les filles enlevées par le groupe islamiste Boko Haram, contraintes de se marier et de se convertir et sont victimes d'abus physiques et psychologiques, de travail forcé et de viol en captivité, selon un rapport d'Human Rights Watch publié le 27 octobre 2014.

Le groupe a enlevé plus de 500 femmes et filles depuis 2009 et a intensifié les enlèvements depuis mai 2013, période à laquelle le Nigeria a imposé un état d'urgence dans les zones où Boko Haram est particulièrement actif.

On évoque aussi l'utilisation de femmes kamikazes.

Une guerre civile qui aurait déjà fait 5000 morts et 750 000 déplacés.

Ces dernières semaines, la secte a revendiqué deux attentats à Maiduguri et un à Kano, qui ont fait plus de 200 morts.

AKano, c'est la mosquée, dont le recteur avait appelé à prendre les armes contre le Nigeria, qui a été attaquée.

Le 1er décembre, ses combattants avaient lancé une vaste offensive sur le Damaturu, dans l'État de Yobé, tuant plus de 150 personnes, dont 44 membres des forces de sécurité.

En avril dernier, le rapt de 200 lycéennes à Chibok avait ému la communauté internationale.

Elles n'ont pourtant toujours pas été libérées.

De plus, la guerre s'étend : ces derniers temps, le groupe extrémiste tente de plus en plus de déstabiliser aussi l'extrême nord du Cameroun voisin.

Ainsi le 28 décembre, au moins trente personnes ont perdu la vie dans l'attaque par le groupe islamiste extrémiste Boko Haram d'un village dans le nord du Cameroun.

Paul Biya, le président camerounais, a mis du temps à sortir de son apathie.

Il a fallu que la femme de son vice-président se fasse enlever il y a quelques mois dans le nord pour qu'il commence à réagir.

L'armée camerounaise affirmait ainsi fin décembre que sa force aérienne avait bombardé un camp d'entraînement de Boko Haram situé dans la région frontalière et que 53 membres de l'organisation y auraient perdu la vie.

Le Cameroun a récemment envoyé de nombreux soldats et des unités spéciales à la frontière avec le Nigeria afin de stopper l'avancée de la secte islamiste.

Mais le véritable problème vient du Nigeria lui-même, pays divisé ethniquement et religieusement, mais surtout géographiquement.

Le sud riche en pétrole et majoritairement chrétien se soucie peu du sort des régions du nord.

Le président chrétien Goodluck Jonathan semble, lui, plus préoccupé par sa réélection en 2015 que par les événements du nord.

Sa décision de se représenter a tendu la situation un peu plus dans le pays.

Logiquement, selon une règle non-écrite, c'est un musulman qui devrait succéder au chrétien.

La faiblesse de la réponse des armées gouvernementales au péril Boko Haram tiendrait selon les observateurs à trois causes : la corruption à tous les niveaux, qui fait qu'avec un budget gigantesque, et jamais vu dans ce pays, de 5 milliards de dollars affectés à la sécurité, les soldats de base restent mal payés et sous-équipés.

Une cour martiale a ainsi condamné à mort 54 soldats accusés de mutinerie pour avoir refusé de participer à une opération contre Boko Haram.

On peut aussi subodorer le machiavélisme du président que cela arrangerait que les États du nord ne puissent pas voter.

Mais encore pire une insoumission de fait de l'armée, dont les officiers sont corrompus, et qui attendrait de remplacer le président par un homme plus proche d'elle.

Boko Haram ne peut que profiter de ce manque de combativité pour monter en puissance.

D'autant que la chute des cours du pétrole ajoute un peu plus de désordre encore.

Le détournement de brut est déjà estimé à 25 millions de dollars par jour, dans un pays dont 80% du PIB sont constitués par la rente pétrolière.

Le désengagement des États-Unis comme partenaire commercial, remplacés par la Chine, l'Inde ou le Brésil, est de mauvais augure.

Désormais, après la décision de l'OPEP de ne pas diminuer sa production, et un baril de pétrole qui pourrait atteindre les 50 dollars seulement, ce sont les pays consommateurs et non plus les producteurs qui dictent leurs décisions.

Le Nigeria est ainsi dans la main des BRICS qui recourent à son pétrole.

Pays le plus peuplé d'Afrique, géant démographique, le Nigeria a besoin plus que

jamais de stabilité et de croissance pour nourrir sa population.

Or, la présence de Boko Haram ne se limite pas à une rébellion régionale qui concernerait uniquement le Nigeria, elle s'inscrit dans un mouvement de déstabilisation géopolitique beaucoup plus large.

Outre le mimétisme déjà évoqué vis-à-vis de Daech, Boko Haram est fortement soupçonné de constituer un débouché pour les armes venues de Libye, qui depuis la chute de Kadhafi ont servi à tous les mouvements terroristes ou autonomistes du Sahel.

Ces armes passeraient par le Tchad, comme celles de la Séléka qui avait livré la Centrafrique à la guerre civile.

L'ironie étant que N'Djamena, l'un des centres de commandement de l'opération Barkhane qui, sous leadership français, tente de contenir le terrorisme dans la zone saharo-sahélienne, se trouve à 40 kilomètres à peine du territoire contrôlé par la secte islamiste.

On peut craindre que Boko Haram ne poursuive un triple objectif dans les mois à venir :

1. Étendre son emprise sur le Nord Cameroun que l'armée camerounaise ne peut sécuriser ;
2. Menacer la capitale tchadienne ;
3. Tenter d'assurer la jonction avec les djihadistes libyens

Cette redoutable hypothèse expliquerait la toute récente décision du gouvernement tchadien d'intervenir dans le nord du Cameroun.

Cependant, outre le fait que Barkhane peine déjà à couvrir le gigantesque territoire qui lui a été assigné, le gouvernement nigérian n'a fait appel à aucune aide internationale pour régler le problème Boko Haram.

Mais début décembre, la secte s'est aussi attaquée à une cimenterie du groupe français Lafarge, au Nigeria.

Et le Cameroun a payé cher pour délivrer certains otages faits par le groupe rebelle, lui donnant un peu plus de moyens de s'armer.

La communauté internationale doit-elle accepter que se constitue au centre de l'Afrique, dans une zone déjà fragilisée, un nouveau chancre où s'applique la charia, mais où ont lieu aussi toutes sortes de trafics ?

Il serait temps de prendre le taureau par les cornes, avant que toute la région ne s'embrase.

Charles Millon



L'Algérie à la croisée des chemins

Publié par Charles Millon · 16 avril 2014, 10:11

Même si la démocratie est loin d'y briller, même si la vertu de ses dirigeants est sujette à caution, l'Algérie demeure aujourd'hui, alors que le Sahel s'est embrasé et que les printemps arabes ont déstabilisé tout le nord du continent, un havre de stabilité pour l'Afrique et le versant méridional de la Méditerranée.

Mais les quinze dernières années de paix relative qu'a connues le pays, après la « décennie de sang » où la lutte féroce de l'armée contre les islamistes fit des dizaines de milliers de morts, pourraient dans les temps qui viennent n'être plus qu'un heureux souvenir.

Des forces contradictoires s'agitent dans ce grand pays qui n'arrive toujours pas à trouver son équilibre interne.

L'état du pays, pourtant riche en hydrocarbures et en minerais, demeure économiquement désastreux.

L'ordre règne, mais la prospérité reste confinée dans les cercles étroits de la clientèle des hommes de pouvoir.

Le taux de chômage des jeunes dépasse toujours les 20% selon les chiffres officiels, qui ne sont pas toujours fiables. Il pourrait être largement supérieur.

Dans un pays dont la population a plus que triplé en cinquante ans, et même si le taux d'accroissement naturel a tendance à diminuer ces dernières années, le logement, les infrastructures routières, scolaires ou hospitalières sont toujours trop rares, désuets ou défectueux.

Surtout, 98% des exportations du pays sont le fait des seuls hydrocarbures, une manne qui, si elle a permis à l'Algérie de se désendetter et de rétablir ses comptes, a tendance à diminuer avec le temps.

Les autres secteurs, comme l'agriculture, les industries ou les services, restent peu compétitifs.

Le pays qui du temps de la colonisation française était exportateur de matières premières alimentaires, doit maintenant importer 60% de sa consommation.

Enfin, l'administration qui fut longtemps le principal employeur du pays a été décimée avec le passage à l'économie de marché acté durant la décennie 90.

La corruption continue d'y régner et les divers blocages et pots-de-vin découragent les investisseurs extérieurs ou intérieurs.

Alors que ses deux voisins, le Maroc et la Tunisie, ont réussi depuis longtemps à développer une industrie du tourisme florissante, l'Algérie est encore balbutiante dans ce domaine et souffre toujours de son image de pays peu sûr, en état de guerre civile larvée.

Sur le plan purement géopolitique, l'Algérie aurait pourtant les moyens de jouer son rôle de grande puissance régionale.

Il lui faudrait déjà commencer par régler ses différends territoriaux avec le Maroc et envisager de créer une véritable union du Maghreb dont elle constituerait le centre.

Mais les rivalités nationales ne semblent pas s'apaiser avec le temps.

L'Algérie est surtout aujourd'hui en contact direct avec les régions sahéliennes où couve le feu islamiste.

Si elle a appris de sa malheureuse expérience avec les GIA à maîtriser sur son territoire le terrorisme, il lui reste à sécuriser les grands espaces désertiques du

sud où prolifèrent les cellules nomades djihadistes nouvelle manière.

La chute de Kadhafi ayant entraîné la constitution de nombreuses cellules djihadistes dans la région, le risque de chaos n'est jamais loin.

Témoigne aussi de cette inquiétude du gouvernement algérien l'autorisation donnée aux avions français lors de l'intervention au Mali de survoler le territoire national, une exception pour un pays jaloux de sa souveraineté, surtout vis-a-vis de l'ancienne puissance coloniale.

Malgré elle, l'Algérie se retrouve aujourd'hui au centre du jeu complexe de l'Afrique du nord où ces trois dernières années toutes les cartes ont été rebattues, depuis l'Egypte jusqu'au Mali, en passant par la Libye et la Tunisie.

Si son gouvernement donne le moindre signe de faiblesse, nul doute que ses ennemis, intérieurs comme les autonomistes kabyles ou les islamistes, ou extérieurs comme les djihadistes, en profiteront pour rallumer la mèche du conflit.

L'Union européenne comme d'ailleurs toutes les autres puissances du monde qui y ont des intérêts, particulièrement les Etats-Unis et la Chine, seront avisées de garder sur le pays un œil vigilant, sous peine de voir le chaos se répandre un peu plus.

Seul pôle puissant et stable de la région, avec le Maroc, l'Algérie demeure la clef d'une Afrique du nord et sahélienne apaisée.

Charles Millon



L'EUROPE NE DOIT-ELLE PAS

AVOIR SA PROPRE DIPLOMATIE EN SYRIE ?

Publié par Charles Millon · 3 avril 2014, 09:14

La guerre civile syrienne qui a commencé il y a maintenant plus de trois ans est bien encombrante pour les chancelleries occidentales.

Placée très lestement à ses débuts dans le panier global « printemps arabe » par les opinions publiques, elle révèle pourtant des contours autrement torturés et des soubassements plus dangereux à mesure que l'observation se fait plus fine et plus objective.

Au régime dictatorial de Bachar el Assad qu'après avoir célébré pendant quelques années, notamment en France, on conspuait maintenant d'un seul cœur, il n'est plus guère possible d'opposer naïvement une révolte populaire et sans arrière-pensée, à l'image de celles qui ont renversé les pouvoirs tunisiens et égyptiens.

Le grand jeu qui se déroule là, sur la terre syrienne, recèle des ambitions régionales qui dépassent de loin la seule question de la liberté pour le peuple de Damas et de Homs.

Plusieurs rapports réalisés sous la houlette d'observateurs indépendants, qui dénonçaient « la libanisation fabriquée » de la Syrie ont été très vite enterrés, et la mission Annan a été déployée sans que quiconque semble y placer de grands espoirs.

Il paraît alors de plus en plus évident que la diplomatie occidentale, alliée aux monarchies arabes sunnites, n'a qu'un seul intérêt à l'affaire : que le régime d'Assad tombe.

La désinformation publique, orchestrée par des chaînes de télévision comme al-Jazeera ou Qatar TV commence à être éventée: on sait maintenant, malgré les dénégations du fantomatique Comité national syrien, que les djihadistes, salafistes ou wahhabites, sont nombreux dans les rangs de l'opposition militaire : la mort d'Abdelghani Jahwar, le terroriste le plus recherché du Liban, près de Homs le 20 avril 2012 en témoigne.

Ce ne sont décidément pas des enfants de chœur qui combattent le régime

alaouite.

Ce n'est un secret pour personne : la stratégie américaine aux Proche et Moyen-Orient est gênée par ce que l'on appelle l'arc chiite, qui va de Téhéran aux terres libanaises du Hezbollah en passant par la Syrie et le nouvel Irak, où la chute inconsidérée de Saddam Hussein n'a fait qu'attiser les rancœurs de la population chiite majoritaire contre ses anciens maîtres sunnites.

De même que l'effondrement du régime de Kadhafi en Libye a entraîné une déstabilisation régionale complète, dont les effets se font sentir aujourd'hui jusqu'au Mali, si le pouvoir alaouite tombe, les conséquences seront incalculables pour tout le Moyen-Orient.

D'une part, il n'est pas du tout certain qu'Israël, même confronté à la menace permanente de l'Iran, ait intérêt à l'établissement d'une guerre civile anarchique à ses portes qui viendra ajouter à la confusion entretenue au Liban depuis trente ans.

Un ennemi qu'on connaît est toujours préférable.

D'autre part, les ambitions des monarchies pétrolières ne se résument pas à l'établissement d'un sunnisme unifié: comme en Tunisie, comme en Egypte, les Frères musulmans, longtemps muselés par le pouvoir, sont à l'affût.

Toutes les minorités du pays risquent de subir violemment l'établissement de la charia : alaouites, chrétiens, ismaéliens, juifs et arméniens que le régime des Assad, malgré son peu de scrupule, chérissait comme des alliés indispensables, se verront au mieux ravalés au rang de dhimmis, au pire victimes d'exactions et contraints à l'exil

- une exil qui a déjà commencé, malgré les objurgations de leurs patriarches et chefs religieux.

Mais le régime syrien, même s'il donne quelques gages, avec l'autorisation du multipartisme et l'organisation conséquente d'élections législatives, n'a pas du tout l'intention d'abandonner la répression.

Devant une population largement attentiste, il demeure solide, fort, bien armé et prêt à tout.

Les pays occidentaux et arabes sunnites n'ont ni l'envie, ni les moyens, empêtrés en Afghanistan et échaudés par l'Irak, d'y intervenir militairement.

C'est donc vers une guerre civile à bas bruit que l'on se dirige.

Le nombre de morts, risque de continuer à croître dans les mois et les années qui viennent.

A moins d'un miracle, à moins que Bachar el Assad jette soudain l'éponge, la situation terrible que les occidentaux ont contribué à installer commence de devenir insoluble.

Comme dans le Liban des années 80, seront dans le meilleur des cas déployés des casques bleus, observateurs impuissants de la tragédie qui se déroulera sous leurs yeux.

L'Europe autant que les Etats- Unis porte une lourde responsabilité dans ce cauchemar.

La politique pro-qatari de Nicolas Sarkozy que nul n'ignore plus aura jeté notamment la France dans un soutien aveugle à des révolutions, syrienne et libyenne, dont on refuse de voir qu'elles portent en elle l'islamisme le plus radical comme la nuée l'orage.

Il est grand temps que soit réorientée la politique étrangère française et européenne à l'égard du bloc arabo-musulman.

L'élection de François Hollande, qui n'a cependant évoqué pour le moment qu'un retrait plus rapide des troupes françaises d'Afghanistan, peut être le déclic salvateur.

Car le vrai danger qui menace le Moyen-Orient actuel ne vient pas des vieilles dictatures à la Assad, mais de la possible constitution de deux camps antagonistes chiites et sunnites, aussi radicaux l'un que l'autre, constitution qui ne servira à terme que les intérêts russes, chinois ou américains qui en ont fait leur terrain de confrontation de prédilection, notamment pour le contrôle des ressources d'hydrocarbures.

La France et l'Europe n'ont qu'un intérêt faible à y soutenir la stratégie américaine.

Non seulement elles risquent, en adoptant ce rôle supplétif, d'y être marginalisées, mais encore leur longue histoire avec ces pays où se décide l'avenir du monde sera passée par pertes et profits.

Elles n'ont aucun intérêt à ce que la prédiction du choc des civilisations s'auto-réalise dans cette région du monde qui est à leurs portes.

Les populations, et les minorités au premier chef qui constituent encore le sel de ces nations, souffriront violemment de l'établissement de ce nouvel ordre islamiste, même repeint aux couleurs clinquantes de la modernité qatari.

Au-delà des insupportables souffrances humaines, le scénario qui se profile est l'occasion pour l'Europe de montrer qu'elle dispose encore d'une diplomatie et d'une influence dans le monde dignes de ce nom, qui ne s'alignent sur aucun des grands blocs autoproclamés, mais qui s'investissent avec réalisme et humanité dans ce grand jeu.

Charles Millon



Libye et pétrole

Publié par Charles Millon · 14 avril 2014, 13:52

La Libye, malgré des apparences de consolidation, a emprunté la mauvaise pente du séparatisme clanique et de l'islamisme.

Aujourd'hui, il paraît évident que dans la galaxie complexe des tribus, ce sont les islamistes les plus redoutables qui s'emparent du pouvoir.

Un pouvoir qu'ils comptent fortifier grâce aux revenus des hydrocarbures.

Mais une islamisation violente qui pourrait déstabiliser encore plus un Sahel déjà fragilisé.

En Libye, presque 3 ans après le déclenchement de la rébellion qui a abouti, avec

l'aide conséquente des forces occidentales, à la chute de Mouammar Kadhafi, rien n'est terminé.

Tout commence, en réalité, et c'est dans le chaos, plus ou moins organisé.

La Libye est historiquement la réunion de trois grandes régions, la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan, que la première constitution, en 1951, organisait d'ailleurs de manière fédérale, très décentralisée.

C'est précisément la découverte des gigantesques champs d'hydrocarbures qui amena moins de quinze ans après à une réorganisation centralisée du pays, avec Tripoli comme capitale dominante.

Le jeu rusé de Kadhafi après sa prise de pouvoirs et pendant plus de quarante ans, parvint à ménager les diverses susceptibilités régionales ou tribales - par la force aussi quand il le fallait.

Or, l'anarchie a commencé à se manifester dès le début des hostilités, entre les trois grandes régions et aussi à l'intérieur d'elles.

En Tripolitaine, on trouve s'opposant les milices de Misrata - l'origine de la rébellion -, les Berbères du djebel Nefusa, les citadins de Tripoli et les Warfalla de Bani Walid.

En Cyrénaïque, les islamistes de Darna combattent les sénouso-soufi de Benghazi. Dans le Fezzan, les Toubous noirs se rebellent contre les arabes Ouled-Slimane...

La mosaïque est donc à la fois ethnique, géographique, mais aussi religieuse dans le sens que l'application de l'islam est très différente d'une communauté à l'autre.

Tout ceci constitue donc une situation explosive que la chute du Guide a rendu centrifuge.

Le combat pour le contrôle des ressources en hydrocarbures rajoute à la férocité des rapports.

Le gouvernement officiel, issu du Conseil national de Transition, ne dirige plus rien.

On dit qu'à peine un tiers de Tripoli est sous contrôle, et encore grâce à l'appui de

la milice locale.

Selon une loi adoptée le 5 mai 2013 au Conseil National Général (CNG), et sous la pression de centaines de miliciens qui faisaient le blocus des ministères de la Justice et des Affaires étrangères, ont été exclus de la vie politique ceux qui occupèrent des responsabilités entre l'arrivée au pouvoir de Kadhafi en 1969 et sa chute, en octobre 2011.

Anciens ministres, ambassadeurs, représentants de comités populaires, officiers de sécurité intérieure, journalistes, syndicalistes étudiants, doyens de faculté : le spectre est extrêmement large et concernerait 500 000 personnes.

Le texte exclut d'office Mohamed el-Megaryef, actuel président du CNG et ancien ambassadeur en Inde, qui prit la tête de l'opposition dès 1980, fondant le Front national pour le salut de la Libye (FNSL, aujourd'hui Jabha).

Autre victime désignée, Mahmoud Jibril, le Premier ministre de la révolution, coupable d'avoir été l'un des conseillers économiques d'un gouvernement qu'il contribua plus tard à faire tomber.

Au moins quatre ministres du gouvernement d'Ali Zeidan et une quinzaine de députés tombent eux aussi sous le coup de la loi. Projet réformiste de Seif el-Islam Kaddafi, le fils du « Guide ». Résultat : il ne reste plus personne... hormis les islamistes.

Car c'est eux, et l'emprise grandissante des milices proches des salafistes, que sert cette épuration.

Ces thuwars (« révolutionnaires ») réclamaient la démission d'Ali Zeidan, le Premier ministre, qui, réticent à employer la force, temporisait.

Quoiqu'ils aient troqué leurs treillis contre des complets-vestons, les nouveaux maîtres de la Libye ne sont pas des tendres.

Abdelhakim Belhadj, gouverneur de Tripoli, ancien djihadiste, vise désormais le pouvoir avec son nouveau parti, le Hezb-el-Watan, décrit comme de tendance « salafiste nationaliste ».

Abdelkarim el-Hasadi, l'émir de Derna, à l'est du pays, admire lui les talibans et justifie la lapidation des femmes.

Le grand mufti Sadiq al-Gariani interdit de son côté aux femmes libyennes d'épouses des étrangers.

Le voile recouvre désormais tous les visages féminins du pays.

Pendant que ces hommes, forts de leurs milices surarmées, prospèrent et préparent l'avenir, sombre, du pays, dans le sud, notamment aux environs de la passe Salvador que personne ne surveille, les djihadistes vaquent à leurs occupations, c'est-à-dire aux attentats.

A côté des deux attentats-suicides d'Agadez, la grande ville nigérienne du Nord désertique, et d'Arlit, sur un site d'uranium d'Areva, les islamistes préparaient aussi une attaque depuis le Sud libyen contre le Tchad, selon le président nigérien Mahamadou Issoufou.

Ce qui confirme les pires craintes du président tchadien Idriss Déby qui disait prévoir une « somalisation » de la Libye.

Nul doute qu'elle est en train d'advenir et qu'elle joue en sus sur du velours grâce aux ressources en pétrole et en gaz dont est pourvu le pays.

Une fois que les dirigeants tribaux et religieux auront réussi à se mettre d'accord - si c'est possible - sur l'exploitation de ces richesses et leur redistribution, la Libye n'aura qu'à suivre le chemin des monarchies pétrolières du Golfe, comme le Qatar et l'Arabie saoudite dont l'application littérale et violente de la charia n'émeut personne dans le reste du monde.

Car aujourd'hui, la seule chose qui paraît fonctionner dans le pays, c'est la production de pétrole et de gaz, qui a retrouvé très rapidement de production d'avant la révolution.

Même si se sont produites des grèves ici ou là, la population qui vit en grande majorité sur ces revenus, a vite compris quel parti elle pouvait en tirer.

Et des groupes pétroliers occidentaux comme le français Total qui comptait investir 130 millions de dollars en 2013 (environ 100 millions d'euros) dans l'exploration de gaz en Libye, ne semblaient pas trouvés à redire à cette situation oscillant entre anarchie et répression islamiste.

Alors que l'on s'achemine peut-être vers un ordre violent sous la double bannière

du pétrole et de l'islamisme salafiste, ce sont les voisins africains de la Libye qui tremblent le plus.

Ainsi, la tension monte de plus en plus entre la Libye et le Niger : la première accuse le second de complaisances avec les travailleurs clandestins, généralement refoulés vers Niamey, et encore de refuser d'extrader Saada Kadhafi.

Le second accuse la Libye d'être un nid de terroristes. A peine écarté le danger du Mali, la grande guerre internationale semble sur le point de se rallumer dans le même Sahel, mais plus à l'est.

Charles Millon

